

# COMPTE RENDU DE L'AUDIENCE DU 12/09/2012

Le 12 septembre 2012 s'est tenue l'audience mensuelle entre la direction et les organisations syndicales. Les points suivants ont été abordés.

## Etat des effectifs au 1<sup>er</sup> septembre

La délégation CGT a demandé à la direction un état des effectifs des services au 1<sup>er</sup> septembre ainsi que les affectations des EDRA et EMR. Suite à la réunion, la direction a fourni les éléments demandés.

Le solde pour chacune des catégories est le suivant :

	A+	A	B	C	AST
FF	-22,9	10,1	-30,4	-14,3	-1
FGP	5	-11,6	-52,7	27,7	-2

Ces chiffres s'entendent après temps partiel mais avant congés maladie-maternité et absences diver-

ses. Dans la catégorie A filière fiscale, les stagiaires premier métier sont comptés dans l'effectif à égalité avec les titulaires.

La direction a fait état d'une situation «un peu meilleure» des effectifs mais reconnaît que cela découle de la prise en compte des suppressions d'emplois. Le nombre total d'emplois diminuant, le nombre de postes vacants diminue également. Cela améliore le ratio ! Le taux de vacances n'est plus que de 3,7% au total et de 4,1% pour les B et C. Année après année, les moyens humains de la DDFIP ne cessent de décroître. Ce qui est ressenti de façon de plus en plus aiguë par les collègues.

## Tenue des CAP : affectation des agents

La délégation CGT a fait savoir que la tenue d'une CAP des C le 04/09/2012, jour de la rentrée des classes, avait posé des problèmes d'organisation. Elle a demandé à ce que les dates soient convenues en concertation avec les organisations syndicales. La direction a reconnu que l'envoi des convocations avait été tardif du fait de plannings très chargés à la division RH. Elle a depuis fourni un calendrier.

La CGT a interpellé la direction concernant un problème d'affectation d'un agent à la CAP des B filière GP. En effet, la direction avait lors de cette CAP pris l'engagement d'affecter un contrôleur au service

Produits divers de l'Etat mais cet agent est resté malgré tout à la CDC. La direction a répondu qu'elle ne faisait que proposer des affectations en CAP et qu'il ne s'agissait pas de décisions définitives. Le directeur de pôle a en effet considéré qu'il n'y avait pas besoin de renforcer le service Produits divers. Cela revient à faire peu de cas du rôle des CAP. La direction a ajouté que dans le « système cible », comme dans la filière fiscale, les affectations au sein de la direction ne seront plus soumises aux CAPL. Est-il acceptable que l'affectation précise de centaines d'agents soit laissée à la discrétion de l'administration ?

## Convention Cadres A et séminaire contrôle fiscal

La CGT a fait part des interrogations de nombreux collègues quand à l'utilité de ce genre de grands-messes qui s'avèrent chronophages et coûteuses alors que les services se voient imposer des délais toujours plus resserrés. Cette année, à quelques jours d'intervalle, des cadres A sont contraints de participer à une convention et à un séminaire. Cela commence à faire beaucoup. Concernant le séminaire, la direction a répondu que la réunion balayerait les différents aspects du contrôle fiscal

(programmation, méthode, recouvrement). 350 agents sont convoqués relevant des brigades de vérification, de recherche, BQS, PCE, FI, brigades patrimoniales et cellules CSP. La délégation CGT a fait remarquer que la période de tenue de cette journée n'était pas la plus propice, septembre étant toujours une période très chargée. Pour la direction, septembre est encore la période la plus favorable d'autant que cela permet de recevoir les nouveaux collègues affectés.

## Accueil des nouveaux arrivants dans la direction

Les collègues B et C reçus à Nanterre le 3 septembre au matin ont dû regagner leur service d'affectation en début d'après-midi. Après plusieurs heures

de présentation de la DDFIP, ils n'ont eu droit qu'à un pot d'accueil extrêmement frugal au motif explicite de l'austérité budgétaire et ont regagné directe-

ment leur nouveau service sans possibilité de se restaurer. Bienvenue dans les Hauts-de-Seine ! Nous avons demandé à ce que les dispositions soient prises pour permettre aux nouveaux arrivants accueillis

le matin de se restaurer sur place. La direction a reconnu le problème et s'est engagée à rechercher une solution.

## Réformes de structures

La CGT a demandé que toutes les restructurations soient suspendues comme le précédent DG s'y était engagé. En outre, un nouveau Directeur Général a été nommé et a annoncé vouloir prendre le temps de la réflexion. La direction a répondu que pour les réformes de fond (Cadastre, FI,...) elle attendait les décisions de la DG mais qu'elle se réservait la possibilité de procéder à des "ajustements" type fusions de secteurs ou d'IFU qui, selon elle, permettent de trouver des réponses aux suppressions d'emplois.

Brigade domaniale : interrogée par notre délégation, la direction a annoncé son intention de procéder au déménagement de la brigade domaniale à la direction à Nanterre d'ici 6 mois, soit vers février-mars. La brigade serait installée dans les locaux que l'Inspection Académique doit libérer au 22<sup>ème</sup> étage. Cette délocalisation décidée unilatéralement par la direction risque de poser de nombreux problèmes aux collègues concernés.

SIP de Levallois, boulevard de Reims : les travaux ne seront achevés qu'en 2014 pour les locaux du 92. En effet, si Paris est bien avancé, des retards sont constatés pour le 92.

Projet de fusion des trésoreries Vanves et Issy-les-Moulineaux : pas de nouveauté pour l'instant, la direction attend la décision de la DG.

Révision foncière : en réponse à notre interrogation, la direction a répondu n'avoir aucune information sur cette opération qui est manifestement suspendue.

Boulogne : notre délégation a rappelé l'importance à l'occasion des opérations de regroupement de services de prévoir un nombre suffisant de places de parking. La direction a indiqué qu'à l'occasion de ces regroupements des places supplémentaires étaient réservées mais dans le respect des contraintes budgétaires.

## Centralisation du courrier

Les collègues des services du courrier s'inquiètent sur un certain nombre de sujets : la charge de travail, le flot de courrier, les diverses contraintes, les conditions matérielles d'installation. La CGT a demandé également à connaître l'impact de la restructuration dans les postes et services avec la mise en place d'un pré-tri.

Pour la direction il y aura des contraintes nouvelles mais celles-ci ne seront pas supérieures à celles qui existent déjà. Il n'y aura d'ailleurs pas de transfert d'emploi dans les deux pôles de centralisation ni de modification des emplois dans les services communs.

La mise en place est déjà avancée puisque le marché de navette a déjà été notifié : un prestataire extérieur

sera chargé d'organiser la tournée des sites. Des fiches techniques détachables seront mises à disposition des agents concernés et seront envoyées par voie dématérialisée. Une présentation aura aussi lieu sur place.

Pour le déménagement la direction n'aura pas recours à un prestataire de service puisqu'il s'agira d'un déménagement simple sans travaux. Il pourra avoir lieu sur une seule journée "blanche" afin de ne pas fermer le service du courrier.

Il y aura donc deux sites avec trois machines à affranchir : deux à Nanterre et une à Vanves-DDFIP.

La date prévue pour la mise en place est début octobre.

## Cellule CSP Issy-les-Moulineaux

Deux agents de la cellule CSP d'Issy ont été installés au rez-de-chaussée de l'immeuble dans le box fermé prévu pour l'accueil, le box donne sur le hall d'accueil, ce qui induit nombre de nuisances (passage, bruit..) pour les collègues. Les brigades et la FI ne disposent plus d'un box fermé pour recevoir leurs contribuables.

La délégation CGT a demandé qu'une solution soit trouvée pour l'hébergement des agents concernés afin qu'il puissent disposer de véritables bureaux.

La direction s'est déclarée disposée à résoudre ce problème.

## Sèvres CFP

Il manque un contrôleur sur le secteur Meudon-la-Forêt qui doit fusionner avec le secteur Meudon Val-Fleuri. Sur ces deux secteurs le turn-over est très im-

portant et il ne reste que deux agents expérimentés. Les conditions de travail (mises à jour TH et foncier...) sont donc très difficiles pour les collègues.

Sur le secteur de Sèvres, sur les cinq agents, trois sont partis ; deux nouveaux agents sont arrivés qui vont repartir en stage début octobre pour cinq semaines.

Notre délégation a demandé des renforts pour l'ensemble des secteurs. Réponse de la direction le SIP ne compte que -1 B, la situation est pire ailleurs.

Les sanitaires sont vétustes, il n'y a pas de lumière dans certains d'entre eux et souvent pas de consommables. La direction a répondu qu'elle ne gérait pas l'approvisionnement des consommables qui relève du responsable de site. La rénovation des sanitaires de Sèvres quant à elle pourrait faire l'objet d'une programmation pour 2013, sous réserve des contraintes budgétaires. Pour nous les travaux

d'amélioration sont indispensables et ne doivent pas être reportés une nouvelle fois.

La CGT a aussi signalé qu'un ascenseur était en panne. La direction est au courant et fait procéder aux réparations.

Concernant le fonctionnement de l'accueil seuls deux collègues y étaient affectés en août. Le collègue de la filière GP se retrouvait à devoir faire à la fois le guichet et la caisse ce qui n'est pas autorisé en principe. Pour la direction, il n'y a pas de problème puisque le nombre d'opérations d'encaissement est très réduit. Selon elle, dans le cas de Sèvres mais aussi sur d'autres sites comparables par le faible nombre d'encaissement- par exemple Saint-Cloud CFP, l'agent peut effectuer les deux tâches.

### **CFP de Neuilly**

Une canalisation ou un ballon d'eau chaude a éclaté dans les locaux sans blesser quiconque par chance. En revanche des dégâts matériels sérieux ont été occasionnés. Les collègues du site se sont sentis livrés à eux-mêmes. La direction a répondu qu'elle découvrait le problème, ce qui explique qu'elle n'ait pu intervenir. De plus, un problème de moisissures persiste lié à l'étanchéité de la terrasse. Il a été pris

en charge mais il s'agit d'un contentieux avec le constructeur dépendant de la garantie décennale. Par conséquent, la direction ne peut pas engager de travaux pour l'instant.

Nous demandons que tous les travaux de réfection des installations d'eau chaude, des canalisations et circuits électriques soient entrepris sans délai afin de garantir la sécurité des personnels.

### **Chauffage**

Interrogée sur ses projets en matière de chauffage, la direction a répondu qu'elle donnerait des consi-

gnés strictes : 19° maximum. Tout cela n'améliore pas les conditions de travail des personnels.

### **Photocopieurs et Imprimantes**

Le SIE de Montrouge en est réduit à remettre en service les photocopieurs de l'ancien contrat qui les uns après les autres cessent de fonctionner faute d'entretien. Notre délégation a demandé qu'un photocopieur soit mis à disposition du SIE dans le cadre du nouveau contrat.

Dans les postes et services, nombre de photocopieurs et imprimantes fonctionnent de plus en plus mal. Les agents sont contraints de travailler avec du matériel défectueux : copies ressemblant à des torchons, imprimantes qui se bloquent, qu'il faut fré-

quemment rallumer...

La direction a répondu qu'un nouveau marché a été passé pour la location de photocopieurs. On ne prend que des photocopieurs multi-fonction qui font à la fois les photocopies et les impressions. Pour le matériel dépendant de l'ancien marché, il faut attendre qu'il tombe en panne pour qu'il y ait un remplacement !!! Pour l'instant, les tarifs de maintenance sont prohibitifs. Dans certains cas (imprimantes), il a été utile de démonter le matériel afin de le nettoyer et de le faire durer. Avis aux amateurs !!!

### **Recommandés**

La CGT a signalé l'existence de situations de rupture dans l'approvisionnement en recommandés. La direction a répondu que les recommandés informati-

sés à la différence des recommandés manuels étaient payants et qu'il appartenait au chef de service de communiquer ses besoins à la direction.

### **Vanves CFP**

Un poste de contrôleur en SIP n'a pas été pourvu suite aux mouvements de mutations. Nous avons demandé à la direction la raison de cette situation et qu'un renfort soit affecté. La direction a répondu qu'elle ne savait pas pourquoi le contrôleur prévu

n'avait pas finalement été affecté et que la situation du SIP de Vanves, moins mauvaise que d'autres, ne justifiait pas un renfort.

Nous avons également interrogé la direction sur l'avancée de la réparation du mur extérieur endomma-

gé et de la climatisation de la salle informatique. La direction est en pourparler avec la copropriété pour

la réfection du mur et la réparation de la climatisation de la salle informatique a été effectuée.

### Remboursements de frais

Une fois de plus les sections syndicales ont demandé que le rejet partiel ou total d'une demande de remboursement de frais soit motivé. Nous avons demandé également le renforcement en personnel du

service de la direction en charge de cette question. La direction n'a pris aucun engagement sur ces deux points et s'est limitée à renvoyer aux notes explicatives en ligne.

### Sécurité

Nous avons rappelé la demande des agents de Surresnes de pose d'une paroi vitrée à l'accueil. La direction attend les conclusions du groupe de travail national.

Nous avons évoqué le contexte tendu avec les contribuables particulièrement dans les accueils : difficultés économiques, incidence non négligeable de la suppression progressive de la case E et de la non

indexation du barème sur l'inflation. Les collègues de l'accueil doivent souvent essayer les récriminations du public. Réponse de la direction, qui venait de se rendre sur le site de Gennevilliers : « les choses sont plutôt apaisées et sereines. Il n'y a pas de tension accrue », on constate un « apaisement avec les usagers ». Faut-il commenter ?

### Notre appréciation

*Effectifs, restructurations, courrier centralisé, travaux immobiliers à l'économie, chauffage rationné, photocopieurs et imprimantes en voie de raréfaction,... pas un domaine n'échappe à la logique austéritaie et cela avant les 10 milliards d'économies supplémentaires à trouver pour l'an prochain. Comment les services peuvent-ils fonctionner, comment les missions peuvent-elles être accomplies dans ces conditions ? Face à cette spirale infernale de régression dictée par la soumission aux exigences des marchés financiers, y a-t-il d'autre issue que la mobilisation des personnels sur la base de leurs revendications ?*

## Pour être plus forts et gagner sur nos revendications, rejoignez la CGT !



### Bulletin d'adhésion

#### Pour un syndicalisme de conquêtes sociales

SECTION : .....

Actif  Stagiaire  Retraité

Je souhaite m'abonner à :

la Nouvelle Vie Ouvrière

#### Facultatif

> Pour les agents A et A+

Adhésion à l'UGICT  
(secteur Cadres & Techniciens)

OUI  NON

L'adhésion à l'Ugict n'entraîne pas de cotisation supplémentaire.

La revue « Option » est adressée à chaque adhérent à l'UGICT

RESERVÉ À LA SECTION

Saisie CoGiTiel par la section :

le :..... / ..... / .....

Date de réception au bureau national le :  
..... / ..... / .....

NOM : .....

Prénom : .....

Date de naissance : .. / .. / ....

Catégorie : ..... Grade : ..... Eche-  
lon : .....

Filière fiscale  Filière publique

Adresse administrative :

.....

.....

Adresse pour l'envoi de la presse :

Adresse administrative :

Adresse personnelle (préciser) :

.....

.....

Tél : .....

Mel : .....

Date : .. / .. / .... Signature :